

Les défis conceptuels de la mondialisation

Maurice Bertrand

Texte de la leçon inaugurale prononcée le lors de la séance d'ouverture de l'année académique 1994-1995 de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève.

Introduction

« Mondialisation » est un concept à la mode. La preuve en est qu'il ne finit pas de provoquer des énumérations de lieux communs et de formules destinées à frapper les imaginations, des avertissements au sujet des dangers inhérents au phénomène, des conseils sur ce qu'il convient de faire pour y faire face. « Rétrécissement de la planète », « interdépendance », « dépassement des États nations », « village mondial », « pluies acides qui ignorent les frontières », « marché financier planétaire fonctionnant 24 heures sur 24 », « valeurs universelles », « compétition internationale », « marché mondial », « sécurité globale », ne sont que quelques-unes des expressions employées pour exprimer, non sans quelque candeur, l'étonnement que provoque l'accélération du « changement ». Changement qui, depuis à peine dix ans, projette brutalement sur la scène mondiale des acteurs de la vie économique, politique et intellectuelle, jusqu'ici relativement casaniers, ou en tout cas habitués à travailler dans le cadre de leurs pays respectifs.

Il est devenu en effet banal de constater que tous les problèmes, que l'on résolvait, il y a quelques décennies, dans le cadre national, ne peuvent plus être résolus sans prise en compte de l'environnement international ou sans concertation au niveau mondial. Il en va ainsi des politiques économiques et monétaires, des marchés financiers, de la recherche de clientèle par les entreprises, des épidémies comme le Sida, des problèmes sociaux comme l'usage des drogues, des réfugiés, des migrations, de l'environnement, des politiques de population, de la culture, de l'humanitaire, des communications, de la sécurité et de bien d'autres problèmes. Ce phénomène, qui est donc à la fois économique, politique, social, culturel et militaire, présente évidemment de nombreux défis en raison même des risques qu'il entraîne et qui sont souvent dénoncés.

Il faut toutefois noter, d'entrée de jeu, que l'insistance sur tel ou tel de ces risques obéit toujours à des considérations idéologiques, les dénonciations débouchant toujours sur des prescriptions :

- prescriptions morales qui insistent sur « les valeurs », sur la nécessité de les restaurer, et sur les remèdes qui permettraient d'y parvenir. Il peut s'agir aussi bien des valeurs « traditionnelles » et de solutions de type fasciste ou autoritaire, que des droits de l'homme y compris les droits économiques et sociaux ;
- prescriptions plus précisément politiques — de type libéral : les vertus du « marché libre », de la démocratie fondée sur le pluripartisme, etc., la formule de la « fin de l'histoire » caractérisant cette approche ; — de type *tiers-mondiste* : la nécessité d'une aide accrue aux pays pauvres ; — de type *écologiste* : nécessité d'une lutte en commun contre la pollution, la disparition du « trou de l'ozone », les chlorofluorocarbones, etc. ; — de type *fédéraliste* : besoin d'un gouvernement et d'un Parlement mondial ; — de type *intégriste* : préservation des religions ou des patries contre la culture internationaliste, etc. ; — de type *marxiste ou néo-marxiste* : envahissement de la planète par la sous-culture américaine, accroissement de la domination des multinationales, etc.

Le vocabulaire utilisé pour décrire le phénomène de mondialisation varie, bien entendu, en fonction du but recherché. « Interdépendance » a un caractère conservateur dans la mesure où le terme présuppose que, si les États nations ne peuvent ignorer le changement, ils restent toutefois, et doivent rester, les maîtres du jeu. « Intégration » au contraire a un contenu réformiste, en ce sens que le concept implique l'existence d'un processus irrésistible qui peut conduire à des cataclysmes et exige des mesures, institutionnelles ou autres, pour qu'il puisse être contrôlé. Les analyses d'inspiration marxiste parlent de leur côté plutôt d'accroissement de

la « dépendance ». Les concepts utilisés ont donc tous un caractère idéologique : ils sont davantage porteurs de la vision du monde de ceux qui les utilisent que d'une analyse théorique objective.

Il n'y aurait rien là que d'assez banal, si les diverses prises de position correspondaient à des explications différentes du phénomène. Or l'on est contraint de constater que, quelle que soit la tendance politique du discours tenu sur la mondialisation, l'explication fournie ou impliquée est pratiquement toujours la même. Libéraux, conservateurs, réformistes ou révolutionnaires semblent tous admettre que c'est l'évolution techno-économique qui entraîne la transformation de la société. Le discours le plus fréquent à cet égard est que nous sommes à l'ère de l'électronique et de la communication, et que ce sont les forces déchaînées par cette transformation de la technique qui mondialisent l'économie puis l'ensemble de la société. Les opinions divergent seulement sur la description des dangers ou des avantages de cette évolution, et sur les conséquences qu'il faut en tirer, non sur la nature de l'explication elle-même, qui a plusieurs particularités :

- Elle est une sorte de « marxisme vulgaire », puisqu'elle confère à l'évolution techno-économique une prééminence sur les autres types de transformations, qu'il s'agisse de la politique, de la sécurité ou de la culture. C'est en quelque sorte une théorie de l'« infrastructure » et des « superstructures », unanimement acceptée. Il peut paraître surprenant qu'une telle philosophie soit compatible avec l'idéologie libérale dominante qui exalte les vertus du marché libre. En fait, il s'agit simplement d'économisme, et d'un économisme commun à la vision capitaliste et à la vision socialiste du monde, à Adam Smith et à Marx.
- Cette explication économiste permet au surplus par sa grande flexibilité de se marier avec toutes sortes d'explications supplémentaires, par exemple pour les conservateurs avec la théorie « réaliste » des relations internationales pour affirmer la quasi-éternité des États nations, la nécessité du maintien d'appareils militaires importants et sophistiqués, et le caractère utopique d'une autre conception politique du monde. Mais elle peut aussi contribuer à justifier les positions écologistes, en permettant d'accuser le développement industriel de détruire l'environnement. Ou encore, conduire à démontrer que l'intégration économique qui résulte de ces nouvelles formes de production entraîne l'intégration sociale, puis politique et exige pour pouvoir être contrôlée une construction politique fédéraliste. Les idéologies du passé se référaient généralement chacune à un système explicatif spécifique ; il semble qu'il n'en aille plus ainsi. Et c'est là un phénomène curieux.
- Enfin, cette explication simple est pourtant manifestement insuffisante. Elle ne fournit aucune réponse claire aux dangers manifestes que comporte cette mondialisation : développement du chômage structurel en raison de la concurrence créée entre travailleurs à niveaux de salaires très inégaux, détérioration généralisée de l'environnement, extension en nombre et en gravité des conflits intra-étatiques, accroissement des inégalités aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres et qu'entre monde riche et monde pauvre, flots migratoires massifs, montée du racisme et du fascisme, etc.

Devant ces défis concrets de la mondialisation, le système explicatif communément accepté ne contient en lui-même aucun élément qui permettrait de les relever. Il conduit dans tous les cas au fatalisme, les forces économiques étant considérées comme irrésistibles, et il n'a pas les moyens de suggérer de méthode pour en arrêter le cours. Ce fatalisme se teinte d'optimisme pour les privilégiés, et ressemble fort au « laisser-faire, laissez-passer » du XIX^e siècle. Il se teinte de pessimisme en revanche pour les pauvres et les démunis qui ne disposent plus d'aucun espoir de pouvoir transformer la société dans un sens meilleur. Il conduit de plus en plus d'ailleurs aux repliements identitaires sur des positions archaïques de type intégrisme, racisme ou fascisme, c'est-à-dire sur des explications parfaitement irrationnelles de

situations perçues comme de plus en plus insupportables. Repliements qui à leur tour déclencheront de nouveaux conflits et de nouveaux dangers.

Il pourrait donc sembler qu'il n'y a rien de plus urgent que *d'essayer de trouver une méthode objective d'étude du phénomène de mondialisation*, qui permette de comprendre un peu mieux de quoi il s'agit. Il existe assez de recherches théoriques qui prétendent à l'objectivité dans les domaines de l'économie, des relations internationales ou de la sociologie pour qu'on puisse être tenté de faire appel à elles pour obtenir une explication du phénomène qui ait un caractère scientifique et qui permette de mettre un peu d'ordre dans le débat idéologique actuel. Ce serait là la méthode apparemment la plus rationnelle de relever les déficits conceptuels de la mondialisation.

La thèse qui sera ici soutenue est qu'un tel espoir est malheureusement illusoire. En dépit d'incontestables progrès dans le domaine des sciences sociales, et de l'existence d'analyses de grande valeur, *la société moderne est très éloignée de pouvoir fournir une explication objective du phénomène de mondialisation*. Le seul moyen dont on puisse disposer pour permettre un progrès intellectuel en la matière, *c'est de tenter de construire une idéologie alternative, capable de s'appuyer sur un système explicatif plus élaboré*. Et il est à la fois possible et souhaitable de le faire.

I. L'absence d'explication objective

Pour démontrer sans risque d'être contredit qu'il n'est pas possible aujourd'hui de fournir une explication objective du phénomène de la mondialisation, il faudrait pouvoir explorer tout l'acquis des sciences sociales, ce qui serait un vaste programme, auquel vous me permettez de renoncer. Ce qui paraît possible en revanche, c'est de faire quelques constatations essentielles, en se limitant à quelques auteurs et à quelques ensembles de théories qui traitent directement ou indirectement du problème.

Il est important de noter par exemple qu'on ne trouve pas chez les auteurs qui ont abordé de front le problème de la mondialisation, et qui ont, dans les années récentes, attiré l'attention de l'opinion, de thèses proposant un nouveau paradigme, distinct du techno-économisme. Il y a eu incontestablement quelques efforts d'originalité. Au milieu des innombrables articles et publications qui chantent les louanges des thèses libérales sur le triomphe de l'économie de marché, le rôle bienfaisant de la compétition internationale, les retombées sociales du développement, l'exemple probant des « nouveaux dragons », etc. qui expliquent que l'extension du commerce international en raison du succès de l'Uruguay Round va accroître les taux de croissance de l'économie et créer de nouveaux emplois, il n'y a guère qu'une seule thèse présentant des concepts originaux qui ait obtenu un franc succès mondial. C'est celle que Francis Fukuyama a soutenue dans son livre *La fin de l'Histoire et le dernier homme* publié en 1992 à la suite d'un article sur le même sujet qui avait suscité de nombreuses controverses. L'auteur soutenait « que la démocratie libérale pourrait bien constituer le point final de l'évolution idéologique de l'humanité » et « la forme finale de tout gouvernement humain » donc être en tant que telle « la fin de l'Histoire ». Ceci signifiait que l'idéal de la démocratie libérale ne pouvait être amélioré sur le plan des principes fondamentaux de liberté et d'égalité. La thèse de Fukuyama est fascinante en ce sens qu'elle affirme l'idée d'un terme à l'évolution des idéologies, et à cet égard elle mérite sérieuse considération et vaut d'être approfondie et discutée. Mais, bien entendu, en dépit d'une argumentation très solide, elle a été mal comprise aussi bien par ses partisans enthousiastes, qui y ont trouvé la justification du système capitaliste inégalitaire actuel, que par ses détracteurs qui ont fait le même contresens. Le fait qu'il invoquait à l'appui de sa thèse Hegel et Kojève a assuré un succès de snobisme, en même temps qu'une totale incompréhension des idées exposées. La mode Fukuyama est déjà passée. Elle n'a pas changé un iota à l'économisme régnant.

Mais, après examen, les thèses qui se sont efforcées de contester le triomphalisme capitaliste n'ont pas apporté non plus de concepts vraiment nouveaux. Elles ont sans doute

reflété les inquiétudes rapidement apparues, au sujet de la sécurité comme à celui du chômage et de l'exclusion, après la période d'intense satisfaction qui a suivi la destruction du mur de Berlin. Mais elles n'ont pas non plus proposé de paradigme alternatif.

Ainsi l'une des analyses les plus intéressantes des conséquences de la mondialisation sur l'économie américaine, celle de Robert B. Reich dans son livre *The Works of nations* (dont le titre permet de penser que l'auteur a voulu affronter Adam Smith lui-même et sa *Richesse des Nations*) démontre sans doute brillamment que l'établissement du marché mondial de la main-d'œuvre, à travers le développement des activités des firmes transnationales, aboutit à valoriser de plus en plus ceux qu'il appelle les *symbolic analysts* (c'est-à-dire les inventeurs capables de résoudre les problèmes posés par le marché dans un monde dominé par la communication, grâce à leur capacité de manier les symboles) au détriment de tous les autres travailleurs (qu'il classe en deux catégories de *routine workers et de in person services*). Ainsi les citoyens les mieux placés sur le marché mondial auront tendance à oublier de plus en plus leur allégeance nationale et par conséquent à ne plus éprouver de solidarité vis-à-vis de leurs concitoyens moins favorisés. Les tendances normales de la concurrence au niveau planétaire entraîneront une inégalité de plus en plus grande des rémunérations. Désormais le développement économique ne profitera plus à l'ensemble de la population.

Cette analyse rejoint celle faite par d'autres auteurs (Robert Cox par exemple), qui soutiennent que l'économie n'est plus fondée sur un « fordisme » qui utilisait, dans le cadre de marchés essentiellement nationaux des travailleurs semi-formés en grand nombre, payés et protégés socialement de manière à devenir des consommateurs de produits de masse standardisés ; qu'elle tend au contraire (on peut alors parler de « postfordisme »), dans le cadre d'un marché du travail mondial, avec un système de production de plus en plus mécanisé et automatisé, à faire disparaître toute protection sociale, à faire baisser les rémunérations, et à rechercher la clientèle de catégories privilégiées ; et que la maximisation des profits fabrique des chômeurs et des exclus qui n'ont ni signification économique, ni possibilité d'expression politique.

Cette thèse est aussi très proche de celle de l'économiste américain John Kenneth Galbraith qui, dans un petit livre intitulé *The culture of contentment* (la culture de la satisfaction), explique que la politique américaine est inspirée par une élite sociale suprêmement contente de son sort et qui domine aujourd'hui le processus électoral. Mais sa brillante dénonciation des sous-produits de l'autosatisfaction : choix résolu de l'action à court terme et de l'inaction, dénonciation de l'État uniquement perçu comme un fardeau, sclérose des grandes entreprises et privilège accordé à la spéculation financière, ne risque guère de modifier les stratégies réellement appliquées.

Le plaidoyer de ces divers auteurs va dans le même sens : réhabilitation de l'État et du secteur public, transformation d'une fiscalité qui accroît aujourd'hui les inégalités au lieu de les réduire, réforme et renforcement de l'éducation. On peut rapprocher de ces recommandations celles qui concernent la réforme des institutions mondiales, qui font aujourd'hui l'objet d'un renouveau certain. Des remèdes sont donc proposés, mais les chances de les voir appliquer si l'idéologie régnante n'est pas transformée ou remplacée restent faibles. Ces thèses contestataires elles-mêmes continuent de se fonder sur le même paradigme selon lequel c'est l'évolution de la techno-économie qui définit celle des sociétés. La culture de la satisfaction n'est-elle pas une simple « superstructure » ?

En d'autres termes, il n'y a pas explicitation d'un paradigme alternatif même si l'on peut trouver dans le fait même de proposer des remèdes et de tenter de proposer des constructions politiques d'un type nouveau une affirmation implicite que les idées ont une valeur en elles-mêmes, donc qu'elles peuvent contribuer à modifier les structures mentales, constitutionnelles ou de sécurité, indépendamment de l'influence du « mode de production » économique. Y aurait-il là un paradigme implicite, qui ne demande qu'à être explicité ?

Pour répondre à cette question force est d'explorer ce que proposent les branches concernées des sciences sociales, en l'occurrence les théories sur les relations internationales principalement américaines, ou les théories sociologiques récentes, principalement françaises.

Les théories des relations internationales pourraient en effet apporter une réponse dans la mesure où elles cherchent à expliquer non seulement la guerre et la paix, mais aussi les phénomènes de transformations des structures institutionnelles mondiales, en d'autres termes où elles traitent de l'aspect politique de la mondialisation. Je n'ai pas ici l'intention de résumer leur histoire ou d'en décrire le contenu (il faudrait plus d'une leçon pour cela), mais d'examiner si elles proposent un paradigme alternatif. Or ce qu'un tel examen révèle est que :

- l'effort théorique a conduit à un éparpillement de théories contradictoires. Réalisme, néo-réalisme, théories systémiques, géopolitisme, impérialisme, fonctionnalisme, behaviorisme, théories des jeux, aboutissent à des conclusions radicalement opposées et leurs auteurs s'évertuent surtout à détruire les théories concurrentes ;
- cette discipline strictement académique n'a eu pratiquement aucune influence sur le public ou sur les décideurs politiques, à l'exception seulement du « réalisme » qui n'a fait que conférer une forme plus abstraite à ce que l'on appelle bien à tort la « sagesse des nations », soit à ce que Kenneth Boulding appelle le *folk knowledge* (la croyance populaire) qui dit qu'il y aura toujours des guerres, que, si l'on veut la paix, il faut préparer la guerre et que ce que l'on peut espérer de mieux est un équilibre des puissances, complété par une diplomatie adaptée. Or le réalisme est très proche de, ou en tout cas fait bon ménage avec, l'économisme, l'un prétendant que le ressort des sociétés est le profit et le second que c'est la recherche du « pouvoir ».

La seule chance de trouver un paradigme alternatif pourrait à la rigueur être trouvée dans les théories intégrationnistes ou « fonctionnalistes », ou encore dans celles des « systèmes ». Mais un examen attentif révèle que les premières ne sont guère que la mise en forme, *a posteriori*, de ce que les praticiens avaient déjà tenté de faire, sans l'aide des universitaires, qu'il s'agisse de la coopération technique organisée par la Société des Nations ou par les Agences spécialisées de l'ONU, ou de ce que Jean Monnet et les autres fondateurs de la Communauté puis de l'Union Européenne ont réalisé avec plus de succès, plus d'ampleur et plus d'audace en Europe. Quant aux théories des systèmes (Morton Kaplan, Kenneth Boulding, Talcott Parsons), elles ont permis d'intéressantes analyses, mais elles n'ont pas réussi à produire une vision d'ensemble de l'évolution de la société.

En définitive, en dépit des discussions au sujet de la possibilité ou de l'impossibilité d'une « grande théorie », aucun nouveau paradigme alternatif de celui composé par la croyance en la techno-économie, mâtinée de « réalisme », n'a été réellement proposé. La seule approche à la fois réellement synthétique et novatrice en ce domaine, celle de l'historien anglais Toynbee sur l'évolution des civilisations, reste aujourd'hui très contestée, mais elle est surtout passée de mode. Aucun espoir ne reste de trouver dans cette discipline une approche vraiment nouvelle de la mondialisation.

Peut-on alors se tourner vers les thèses sociologiques modernes, pour fournir une réponse conceptuellement satisfaisante ? Il existe en ce domaine au moins une école de pensée qui a proposé une approche radicalement différente de l'économisme, aussi bien que du marxisme et de l'historicisme traditionnel : c'est le mouvement qui s'est appelé le « structuralisme ». Il a eu, surtout autour des années 50 et 60, ses heures de gloire, a été très à la mode dans les milieux intellectuels, et il le demeure, si l'on en croit l'intérêt que suscitent encore les œuvres de Michel Foucault par exemple.

L'espoir apporté par le structuralisme a été grand, et les analyses qu'il a permises depuis la parution du livre de Claude Lévi-Strauss sur *Les structures élémentaires de la parenté* en 1949 ont été importantes. Le structuralisme se donnait pour objectif la détection des « structures », concept assez vague désignant (selon le dictionnaire philosophique de Lalande), « un tout formé de phénomènes solidaires, tels que chacun dépend des autres et ne peut être ce qu'il est que dans sa relation avec eux ». Il rendait ainsi légitime la recherche des stabilités, des

reproductions et s'opposait au paradigme marxien en ne cherchant plus à expliquer les faits par le recours à l'histoire et par l'évolution des rapports sociaux, mais plutôt par les règles internes aux structures sociales elles-mêmes. En rompant ainsi avec l'étude des relations entre l'infrastructure économique et les idéologiques, il proposait enfin un autre système explicatif.

En réalité, le succès de cette approche qui va successivement être appliquée à la linguistique, à la psychologie (Piaget), à la science des religions (Dumézil), à la sociologie (Goldmann), à la philosophie (Foucault) sera dû en partie à l'espoir ainsi suscité de pouvoir se débarrasser de l'emprise marxiste, encore très forte chez les intellectuels des années 50 et 60. Mais justement ce refus de l'historicisme (que par ailleurs Karl Popper condamnait vigoureusement) enlevait par définition en quelque sorte à la nouvelle approche la capacité d'expliquer un phénomène comme la mondialisation qui est une évolution historique.

Les écoles poststructuralistes françaises contemporaines ont sans doute réhabilité une approche historique, dans la mesure où plusieurs d'entre elles, telle la sociologie dynamique d'Alain Touraine ou de Georges Balandier, se sont opposées à l'analyse structurale. Mais si elles ont apporté des analyses de très grande valeur, elles n'ont pas tenté de proposer de nouveaux explicatifs qui puissent aujourd'hui aider à avoir une vision entièrement nouvelle du phénomène de mondialisation. Elles ont apporté des éclairages nouveaux sur de nombreux aspects fondamentaux de la société et de ses mécanismes de transformation, qu'il s'agisse par exemple des comportements de classes chez Pierre Bourdieu, de l'inventaire des multiples aspects des mutations des sociétés en cours de développement chez Georges Balandier (et de l'application possible de ces méthodes aux sociétés industrielles et postindustrielles), de l'analyse de la manière dont les sociétés produisent leur propre champ culturel, et en d'autres termes leur historicité, chez Alain Touraine, de l'étude des organisations et de leurs conflits chez Michel Crozier, ou de l'individualisme méthodologique de Raymond Boudon.

Ce que l'on peut ici en retenir c'est que l'on y trouve une réflexion approfondie sur le rôle des idéologies, sur l'importance fondamentale de l'imaginaire social et politique, qui est très précieuse pour l'analyse de notre société. C'est aussi que ces éclairages, même s'ils sont souvent contradictoires, ne peuvent pas être ignorés. Il s'en dégage en définitive une leçon de modestie devant la complexité des phénomènes sociaux : il est donc parfaitement compréhensible que ceci ait abouti chez ces divers auteurs au renoncement volontaire et conscient à proposer un nouveau paradigme explicatif applicable au phénomène de mondialisation.

II. Utilité de la construction d'une idéologie alternative

Dans ces conditions, soutenir qu'il n'y a rien de plus urgent que la construction d'une idéologie alternative de l'idéologie dominante techno-économiste et réaliste peut apparaître comme un singulier paradoxe. L'exploration, que je viens de faire très rapidement devant vous, de quelques aspects de la pensée théorique contemporaine ne démontre-t-elle pas elle-même l'impossibilité en l'état actuel de nos connaissances de construire une « grande théorie », un nouveau paradigme, encore moins une idéologie globalisante ?

L'idée même d'une telle possibilité ne peut que provoquer l'ironie. Peut-on vraiment croire qu'il soit indispensable aujourd'hui d'avoir un nouveau Marx ? Le temps des grandes idéologies aux noms en ismes n'est-il pas passé ? Faut-il vraiment renouveler ou redonner une vigueur nouvelle au socialisme, alors que chacun sait que seul le libéralisme est capable de développer l'économie ? Peut-on se permettre d'être utopique aujourd'hui ? Cette méfiance n'est-elle pas amplement justifiée parce que nous savons de « l'aventure marxiste », c'est-à-dire des méfaits historiques d'une idéologie déformée mise au service des dictatures et des bureaucraties ? La modestie n'est-elle pas indispensable devant l'ampleur et la complexité des problèmes posés ?

En fait, il y a de très nombreuses raisons pour tenter de surmonter ces objections et pour renverser cette attitude de trop grande prudence. La première est qu'elle repose sur une hypothèse controuvée : il n'est tout simplement pas possible de se passer d'idéologie. C'est justement ce que l'exploration faite dans la première partie de cet exposé démontre amplement. Il n'y a pas d'attitude réellement objective possible, et le refus d'envisager de définir clairement à quelle idéologie on appartient laisse régner sans partage le *folk knowledge* actuel ; or, et c'est la deuxième raison, ce mélange de techno-économisme simpliste et de réalisme archaïque et conservateur, qui continue d'inspirer les décideurs politiques et l'opinion, est tout simplement indigne de la société moderne. Il est donc indispensable, même au prix d'une perte de rigueur apparente, de s'employer à le remplacer.

La mondialisation pose d'énormes défis. La question est de savoir comment ces défis doivent être relevés. Le choix est entre passivité ou action. Les dangers de désintégration planétaire que nous avons énumérés sont bien réels et il faut y répondre. La génération actuelle n'a pas le droit de rester passive devant ces phénomènes. Le fatalisme ambiant, qu'il soit optimiste ou pessimiste, doit être surmonté. Le sentiment d'impuissance et de désespérance doit disparaître. L'action doit être concrétisée par la définition d'un projet de société, ce qui suppose la mise au point d'objectifs clairs et d'une stratégie cohérente. Et il ne peut y avoir de stratégies efficaces sans une conception claire des moyens utilisables pour qu'elles réussissent, donc sans théorie d'ensemble du phénomène que l'on veut contrôler. Même les chercheurs des sciences sociales ont une responsabilité de citoyens.

Or il est parfaitement possible de démontrer qu'un tel projet de société est aujourd'hui concevable et qu'il peut être réaliste. En d'autres termes, il y a place pour une idéologie alternative de l'idéologie régnante ou plus exactement d'un *folk knowledge* alternatif et plus élaboré que le *folk knowledge* actuel. En fait, ses parties constituantes existent déjà, ou disposent en tout cas d'éléments suffisants qui peuvent être utilisés.

Le besoin de voir mieux respecter dans tous les pays les valeurs universelles est de plus en plus fortement éprouvé par l'opinion. L'idée qu'il est non seulement souhaitable, mais aussi possible d'obtenir partout le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie, celle que l'extrême inégalité, l'exclusion, la misère, l'ignorance devraient être éradiquées, celle que les guerres, qu'elles soient civiles ou entre pays appartiennent à un autre âge, paraissent de plus en plus naturelles. Elles exigent des réponses, et la crédibilité de la classe politique est de plus en plus dépendante de la pertinence des réponses qui y sont, ou non, apportées.

Cette prise de conscience que la civilisation moderne dispose des ressources et des moyens intellectuels nécessaires pour garantir plus de liberté, plus de justice et plus de sécurité et de paix est facilitée par la constatation qu'il a été possible dans de nombreux domaines de réunir les conditions pour effectuer de réels progrès, au moins dans les sociétés riches et postindustrielles, qu'il s'agisse de la sécurité, des constructions institutionnelles régionales, ou du dépassement des identités nationales par l'acquisition d'identités plus larges.

Les éléments de la charpente intellectuelle que constituerait un système explicatif qui viendrait soutenir l'ensemble existent aussi. Le concept de « projet de société » implique l'idée qu'il est possible d'agir sur l'évolution des structures qui constituent la société, qu'il s'agisse :

- du système de sécurité qui peut être conçu selon d'autres idées que celles de défense nationale et d'alliances, mais sur un arsenal de mesures de confiance et de vérification réciproque des appareils militaires et sur la réduction des armements,
- de la structure institutionnelle, au niveau des unités politiques et à celui des organisations internationales,
- de la structure identitaire et culturelle, modifiable en fonction des perspectives et des cadres d'intégrations qui sont ou non offerts aux peuples,
- du « mode de production » lui-même en agissant sur les perceptions des besoins et par conséquent sur la demande et ainsi sur les structures mêmes de l'économie.

C'est en d'autres termes la reconnaissance de la force des idées, ou plus exactement de celle de l'invention des ensembles de concepts qui permettent un autre type de compréhension de la société et d'action sur son évolution. C'est en quelque sorte une nouvelle sorte de structuralisme qui paraît possible et qui ne serait pas incompatible, comme on a cru qu'il devait l'être jusqu'ici avec l'exploration de l'histoire et des conditions de son évolution. C'est sans aucun doute là une ambition assez grande, mais on ne voit pas pourquoi elle ne devrait pas être assumée.

Il y a même toutes chances de croire que, si une telle matrice idéologique existait, elle pourrait permettre, par la contrainte qu'elle exercerait sur les esprits, des analyses aussi rigoureuses que celles qui sont effectuées aujourd'hui. Elle faciliterait une cohérence que la dispersion actuelle interdit. En d'autres termes l'observation du rôle de l'imaginaire n'est pas incompatible avec l'imagination.

Ce que je me permets en définitive de proposer à votre réflexion, c'est la possibilité de rendre compatibles l'approche scientifique et la construction puis l'adoption, ne serait-ce que comme hypothèse de travail, d'un paradigme explicatif différent de celui qui règne aujourd'hui dans les esprits. Ce ne peut être qu'un travail collectif. Mais il deviendrait possible si les intellectuels et les chercheurs voulaient bien surmonter l'état de choc dans lequel l'effondrement du marxisme et du socialisme les a mis, et considérer qu'ils ont besoin maintenant d'un cadre de recherche cohérent. Cela leur permettrait peut-être de traverser les frontières qui les séparent aujourd'hui du grand public et des décideurs politiques, en mettant au point un *folk knowledge* alternatif et plus pertinent que l'existant.

Ce serait au surplus, et cette remarque finale n'est pas sans importance pour un Institut comme le vôtre, le moyen d'acquérir des concepts plus riches et plus pertinents pour la compréhension du phénomène de mondialisation dans lequel s'inscrit bien évidemment l'ensemble des problèmes de développement.

Maurice Bertrand